

**Madame Annick Fourmeaux**  
**Directrice générale**

SPW TLPE – Département de  
l'Aménagement du territoire et de  
l'Urbanisme

Direction du développement territorial  
Rue des Brigades d'Irlande, 1

**B-5100 JAMBES**

**Objet : ELIA Asset S.A.**

Inscription d'un périmètre de réservation pour l'implantation d'une liaison  
électrique THT entre Avelgem et Courcelles – projet « Boucle du Hainaut »

**Consultation en application de l'article D.II.48, §4**

En réponse à sa note du 11 février 2021, Madame la Directrice générale trouvera  
ci-dessous les éléments d'appréciation relatifs à la demande reprise en rubrique.

La présente demande porte sur l'inscription d'une zone de réservation de 200 m  
de large, de Mont-de-l'Enclus à Courcelles et dont l'objectif est la réalisation de  
la Boucle du Hainaut, une ligne à haute de tension de 380Kv reliant Avelgem à  
Courcelles.

De ce fait, la demande rentre bien dans le prescrit de l'article D.II.48. § 1er du  
CoDT étant donné que la demande de révision du plan de secteur vise  
l'inscription du tracé d'une principale infrastructure de transport de fluides ou  
d'énergie ou du périmètre de réservation qui en tient lieu.

Cette zone de réservation d'une emprise de 1538 Ha, s'inscrit en superposition du  
zonage actuel du plan de secteur et les zones impactées sont majoritairement la  
zone agricole (90%) et puis les zones forestières et d'espaces verts (5%), le solde  
étant la zone d'habitat, la zone d'habitat à caractère rural et les zones d'activités  
économiques.

ELIA justifie cette demande d'inscription d'une zone de réservation  
principalement par son statut d'entreprise d'intérêt général et la mission d'utilité  
publique y relative. A ce titre, ELIA a l'obligation d'élaborer, tous les quatre ans,  
un plan de développement fédéral couvrant une période de dix ans. Le dernier  
en date, approuvé en date du 26 février 2019 par la Ministre fédérale de l'énergie  
a reconnu le projet de la Boucle du Hainaut comme une liaison indispensable  
pour répondre aux besoins en capacité de transport et donc de l'intérêt commun  
de cette mission.

Paraphe  
Directeur

Paraphe  
Inspecteur général

Paraphe  
Directrice générale

Cependant, il convient également de citer l'article 1er du CoDT qui précise, entre autres, que : « Article D.I.1. § 1er. Le territoire de la Wallonie est un patrimoine commun de ses habitants. L'objectif du Code du Développement territorial, ci-après « le Code », est d'assurer un développement durable et attractif du territoire.

Ce développement rencontre ou anticipe de façon équilibrée les besoins sociaux, économiques, démographiques, énergétiques, patrimoniaux, environnementaux et de mobilité de la collectivité, en tenant compte, sans discrimination, des dynamiques et des spécificités territoriales, ainsi que de la cohésion sociale »

Il appartiendra dès lors de démontrer que cette zone de réservation, et les permis d'urbanisme y relatifs, rencontrent bien les besoins précités et ce pour l'ensemble des habitants impactés par cette demande. La mention que le projet ne compromet pas la satisfaction des autres besoins de la collectivité ne peut suffire à elle-même, ne serait-ce qu'au regard des avis négatifs et unanimes de la part de l'ensemble des Conseils communaux des entités impactées et au regard des nombreuses réactions négatives engendrées par cette proposition de tracé.

A cet effet, quelques points peuvent déjà être soulevés en ce qui concerne les justifications apportées par ELIA et les manquements y relatifs.

Tout d'abord, ELIA justifie ce tracé par des nécessités de transports de l'énergie à l'échelle européenne et sur base des accords climats de Tokyo et de Paris. Cependant, cette capacité est uniquement justifiée sur base d'une électricité produite en Off-shore, depuis les eaux de la Mer du Nord. Or, aucun élément repris dans le dossier ne démontre que d'autres systèmes de productions alternatifs ont été pris en compte, systèmes ne nécessitant par ce couloir de transport.

A ce titre, des initiatives locales ou supra-locales semblent avoir été omises, telle que la géothermie, éoliennes, etc...De telles initiatives doivent être prise en compte par rapport au besoin des ménages et des entreprises et des possibles pertes d'approvisionnement énergétique en cas de non-réalisation de ce corridor.

De même, le dossier sous-entend que cette liaison va renforcer l'attractivité de cette partie du territoire et plus particulièrement du Borinage, partie du territoire wallon qui souffrirait d'un manque d'approvisionnement en termes de consommation industrielle et donc d'un manque d'attractivité.



Il importe que le dossier soit complété sur ce point, notamment au travers de projection en termes d'emplois créés, des filières économiques supposées être bénéficiaires de ce renforcement en distribution d'énergie et ce au regard de l'article D.I.1er du CoDT, à savoir l'intérêt commun de tous les habitants. De même, le dossier semble insuffisamment justifié au regard du SDT et de l'impact paysager du projet (cfr. supra).

Au sujet de l'impact planologique, le dossier fait état de surplomb de zones d'habitat sans pour autant détailler les impacts liés à ces surplombs, il importera donc que l'étude d'Incidences environnementale (EIE) développe et analyse ces impacts. Cette analyse ne devra pas se limiter aux zones d'habitat et d'habitat à caractère rural mais également intégrer la zone agricole et ce plus particulièrement au droit des exploitations existantes. Il importera également de tenir compte de l'impact de la zone de réservation et de ces incidences futures : zone non-aedificandi, sécurisation du tracé, etc...

Au sujet des liaisons écologiques, le tracé coupe plusieurs d'entre elles et plus particulièrement un nœud entre deux liaisons et situé à la jonction des communes de Chièvres et de Brugelette. Ces deux liaisons sont décrites comme plaines alluviales et donc présentent une grande biodiversité. A ce stade, le dossier est muet sur les implications vis-à-vis de ces liaisons écologiques. L'EIE devra donc démontrer la compatibilité du tracé avec ces liaisons écologiques.

De même, un site Natura 2000 est traversé au niveau de la partie 1 du tracé et donc il sera nécessaire d'être attentif à l'avis remis par le Département de la Nature et de la Forêt.

L'impact paysager du tracé est plus que non négligeable et par la typologie des travaux projetés et par les périmètres d'intérêt paysager impactés par le tracé. Parmi les périmètres traversés, plusieurs d'entre eux ont été pointés par ADESA (6 + 7 sites repris hors périmètres cartographiés), ce qui démontre la qualité du paysage de cette partie du territoire wallon.

Sur ce point, ELIA justifie son tracé et le faible impact sur ces paysages par le fait que plusieurs d'entre eux sont déjà impactés par d'autres lignes HT ou ligne de chemin de fer. Or, l'ajout d'un nouveau tracé pour avoir des incidences non-négligeables sur les paysages concernés et, à titre accessoire, retenir le principe d'une liaison aérienne au détriment d'une liaison enterrée et ce pour des raisons techniques ne peut être retenu. Il importe clairement d'objectiver ce choix et de démontrer que l'ajout d'une ligne HT supplémentaire n'aura pas d'impact négatif sur les paysages traversés.

Paraphe  
Directeur

Paraphe  
Inspecteur général

Paraphe  
Directrice générale

Au niveau des alternatives, la démonstration de la non-réalisation de cette liaison ne peut également être retenue en l'état. Il importe d'étayer ce point au regard d'éléments objectifs, tels qu'impact sur les ménages, impact sur l'attractivité économique du territoire, etc...

Enfin, le dossier fait état des divers outils de développement communaux à modifier ou à abroger et plus particulièrement le GCU de Leuze-en-Hainaut, ce dernier devant être révisé ou abrogé expressément dans la mesure d'une incompatibilité relevée. Cependant, cette incompatibilité découle uniquement du principe technique retenu, à savoir une liaison aérienne, type de liaison non retenue par le GCU. Ce choix technique ne peut à lui seule justifier une révision ou une abrogation d'un document d'orientation communale et ce d'autant plus au vu de l'avis négatif du Conseil communal de Leuze-en-Hainaut.

En conclusion, au regard de ce qui précède, aucun avis circonstancié ne peut être émis sur le dossier en l'état, de nombreux points devant être motivés et développés. Il importe dès lors que ce dossier soit complété, soit au stade du dossier de base, soit au travers de l'EIE.

Le Fonctionnaire délégué,



Cédric DRESSE



#### CONTACT

Département de  
l'Aménagement du territoire et  
de l'Urbanisme  
Direction extérieure de Mons  
Place du Béguinage, n°16  
B - 7000 MONS  
Tél. : 065/32.80.00  
Fax : 065/32.80.55

#### GESTIONNAIRE

Cédric DRESSE  
Directeur  
Tél. : 065/32.80.00  
[cedric.dresse@spw.wallonie.be](mailto:cedric.dresse@spw.wallonie.be)

#### REFERENCES

Vos réf. :  
DATU/DDT/AF/MD/TB/JCJ/D5000  
/BdH  
Nos réf. :

Paraphe  
Directeur

Paraphe  
Inspecteur général

Paraphe  
Directrice générale